



Independent observer
of the Global Fund

SIDA ET DROITS HUMAINS: LA RÉVOLUTION TRANQUILLE DU MAROC

En juillet 2014, dans une salle de réunion de Rabat, assise aux côtés de représentants d'organisations internationales, de grandes ONG et de ministères, dont ceux des Affaires islamiques et de l'Administration pénitentiaire, une jeune Marocaine a prononcé des mots qui résonnent encore aux oreilles de Boutaina Selma El Omari, Coordinatrice de l'Unité de Gestion du Programme d'appui du Fonds mondial au ministère de la Santé. « Elle s'est présentée en arabe pour dire 'Je représente les professionnelles du sexe'. C'est encore plus péjoratif en arabe et elle a osé le dire ! »

A la suite de celle-ci, deux autres participants ont brisé le mur du silence: 'Je représente les H.S.H.' (hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes) ... 'Je représente les U.D.I.' (usagers de drogues injectables). Au total, cinq sièges sur un total de 33 sont désormais réservés aux représentants des groupes les plus exposés aux risques d'infection par VIH dans le nouveau [Comité de Coordination du Maroc](#) (CCM), l'instance décisionnelle qui supervise les demandes de financement du pays auprès du Fonds mondial et assure le suivi des programmes sida et tuberculose.

Ces hommes et femmes défendent les intérêts des milliers de Marocains et Marocaines qui vivent généralement dans le secret et la peur, victimes au quotidien de stigmatisation et de discrimination, et qu'on désigne pudiquement par leurs acronymes onusiens : les PS (professionnelles du sexe), les HSH, les UDI, les PVVIH (personnes vivant avec le VIH) et les PATB (personnes affectées par la tuberculose).

C'est du jamais-vu au Maroc et dans la majeure partie du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, le résultat d'un long travail de préparation, explique Boutaina El Omari, et d'un [processus de sélection](#) mené indépendamment, sous la supervision d'un notaire. « Comme il n'y a pas d'association de ces groupes-là parce que c'est illégal [l'homosexualité, la prostitution, l'usage de drogues], on a dû passer par les ONG

qui collaborent avec eux. Toutes les ONG thématiques ont été impliquées. »

Le Fonds mondial, le bon sens et le Roi

Au Maroc, plusieurs facteurs favorisent une meilleure reconnaissance des droits de l'Homme dans la lutte contre le VIH, comme les droits à la vie, à la santé et au respect de la dignité humaine et de la vie privée.

Le changement est certes encouragé par le [nouveau modèle de financement du Fonds mondial](#), qui exige que les groupes les plus exposés aux risques de transmission soient étroitement impliqués dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes contre le sida.

« Mais le terrain était prêt, précise Mustapha Ouchrahou, Secrétaire Permanent du CCM. C'est l'aboutissement de plusieurs années de travail aussi bien au CCM que du travail qui se fait sur le terrain. »

« Le ministère de la Santé a, depuis le départ de l'épidémie, compris qu'il faut travailler auprès de ces groupes », confirme Boutaina El Omari.

Et pour une raison bien simple: les deux tiers des nouvelles infections au Maroc se concentrent dans ces populations clés (HSH, UDI, PS, leurs partenaires et clients). Si l'épidémie au sein de ces groupes n'est pas contenue (environ 5 % de prévalence chez les HSH, 8% parmi les PS et plus de 10% pour les UDI), elle menace la population générale, dont la séroprévalence reste faible pour l'instant, à moins de 1%.

Un important cadre législatif a été mis en place ces dernières années. Il inclut les droits et libertés reconnus dans la [Constitution marocaine](#) de 2011, le [Plan Stratégique National de lutte contre le Sida](#) 2012-2016 et, pour accompagner ce plan, une nouvelle [Stratégie nationale sur les droits humains et le VIH/sida](#) qui vise l'élimination de toute discrimination à l'encontre des personnes vulnérables.

Les leaders religieux, qui ont une influence considérable sur l'opinion publique, sont aussi mis à contribution. Mohamed Belekbir dirige depuis dix ans un programme de formation sur le VIH/sida pour les imams et les oulémas (savants). Ce programme, financé par le Fonds mondial et axé sur l'interprétation du Coran, donne un coup d'accélérateur, selon lui, à la lutte contre la discrimination. « Les gens disent qu'avant 2004, il y avait l'obscurantisme chez les chefs religieux pour qui les personnes vivant avec le VIH étaient des pécheurs, et le sida, un châtiment de Dieu. Après 2004, il y a eu tout un changement. »

Avant même le renouvellement du CCM, l'adoption de nouvelles lois ou le soutien du Fonds mondial, le véritable point de départ, selon M. Belekbir, a été l'arrivée sur le trône de S.M. Mohamed VI et son engagement public contre le sida. « On est encouragé par notre leader parce que c'est le chef suprême des religieux et des croyants. Nous, on a cet engagement religieux, politique, social », explique-t-il, à tel point que « tout le monde s'intéresse au modèle du Maroc » et qu'il est régulièrement consulté par les autres pays de la région pour partager son expérience. « On essaie de ne pas trop se comparer, confirme B. El Omari, mais quand on est dans les conférences internationales, on sait qu'on est à des années-lumière. On sent même parfois que les gens croient qu'on exagère. »

Premiers pas dans les souliers du pouvoir

« J'ai été un peu choquée au début de ce que je voyais dans le regard des autres membres du CCM, que ce soit de l'empathie, de la pitié ou de l'intolérance, se rappelle celle qui, en juillet, a pris la parole au nom des professionnelles du sexe. Mais en même temps, je suis encouragée par le poids de ma responsabilité. Les gens que je représente sont plus une motivation qu'un frein. »

Alors que celle-ci et ses collègues font leurs premiers pas au CCM, ils sont encore soucieux de leur image mais rassurés par l'accueil qui leur est réservé. « J'ai été impressionné par leur ouverture d'esprit, raconte le représentant des usagers de drogues injectables (UDI). On ne s'est pas senti marginaux. Ils

étaient surtout étonnés que des personnes si marginalisées, si stigmatisées, soient aussi à l'aise, présentes, et parlent de leurs droits. » Le constat est le même pour les autres membres du CCM, selon Boutaina El Omari : « La présidente et beaucoup de membres ont dit 'On a été agréablement surpris par le niveau d'intervention et d'implication des populations clés' ».

Tous n'ont pas encore la même aisance, reconnaît le porte-parole des personnes qui vivent avec le VIH : « Parfois, quand on veut prendre la parole devant des représentants de grands secteurs, c'est un peu intimidant. Vous avez des idées, mais quand vous voulez parler, tout se bouscule ». Mais ils ont d'autres atouts essentiels, lui répond le cotitulaire du siège des UDI, tels que leurs idées et leur expérience sur la discrimination, la réduction des risques et la sensibilisation au dépistage: « Eux connaissent les mots techniques. Ce sont des docteurs, ce sont des professeurs, mais ils ne sont pas sur le terrain ».

Le CCM : une pépinière pour les droits humains

Malgré les avancées, beaucoup reste accomplir en matière de droits humains et de VIH au Maroc. Pour preuve, les nouveaux membres qui défendent les intérêts des populations clés au CCM ont, dans le cadre de ce reportage, demandé l'anonymat et la discrétion au sujet des groupes qu'ils représentent.

Maintenant qu'un cadre législatif est mis en place et que le ministère de la Santé montre la voie, la police et les différents ministères concernés par la discrimination contre les personnes séropositives (Justice, Affaires sociales, Administration pénitentiaire) doivent lui emboîter le pas, ce qui n'a rien d'une évidence. « La société accepte assez bien, explique le représentant des UDI. Mais le gouvernement et tout ce qui est officiel ne doit pas donner l'apparence d'une trop grande tolérance, par peur de choquer. »

« Le CCM est un microenvironnement qui reflète le Maroc en entier », poursuit-il. Et pour être une véritable force de changement, les nouveaux porte-voix des populations clés vont devoir s'organiser, ajoute le défenseur des HSH. « Pour prendre sa place au sein du CCM, il faut quand même un travail sur soi. Il ne faut pas attendre que les autres nous acceptent. Il faut que nous nous imposions dans les réunions avec des interventions pertinentes, avec des propositions. » « Nous sommes égaux : une PS., un HSH..., il faut défendre nos droits, conclut le responsable de la formation des imams, M. Belekbir. Et le CCM est une pépinière pour faire pousser ces droits. »

L'idée, rappelle Boutaina El Omari, de l'Unité de Gestion du Programme d'appui du Fonds mondial, n'est pas de précipiter une évolution imposée par des bailleurs de fon

ds qui ne tiennent pas compte du contexte local, ou encore de forcer l'abrogation des lois qui pénalisent l'usage de drogues, la prostitution et les relations sexuelles entre adultes consentants. L'objectif est à la fois plus modeste et plus urgent face aux risques que l'épidémie de VIH, pour l'instant concentrée parmi ces groupes vulnérables mais en progression, fait poser à la population toute entière : « Tout ce qu'on veut, c'est que la personne qui vit avec le VIH, qu'elle soit usager de drogue, PS ou HSH, soit reconnue comme une Marocaine ou un Marocain qui a droit à la santé ».

[Read More](#)
